

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
14 septembre 2023  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-huitième session**  
Points 31, 61, 69, 71, 83 et 129 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-huitième session**

**Prévention des conflits armés**

**Consolidation et pérennisation de la paix**

**Élimination du racisme, de la discrimination  
raciale, de la xénophobie et de l'intolérance  
qui y est associée**

**Promotion et protection des droits humains**

**L'état de droit aux niveaux national  
et international**

**La responsabilité de protéger et la prévention  
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage  
ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Lettre datée du 13 septembre 2023, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme chacun le sait, après avoir déclenché une agression contre l'Azerbaïdjan, en avoir occupé les territoires et y avoir procédé à un nettoyage ethnique au début des années 1990, l'Arménie y a instauré un régime d'occupation fantoche, qu'elle a maintenu pendant près de 30 ans. Le caractère criminel et raciste de ce régime est évident, celui-ci ayant été établi selon des critères purement ethniques et par l'usage illicite de la force, agression durant laquelle des dizaines de milliers de civils azerbaïdjanais ont été brutalement tués et des centaines de milliers de personnes expulsées de leur patrie.

L'illicéité de ce régime a été constatée plus d'une fois sur le plan international. Dans ses résolutions [822 \(1993\)](#), [853 \(1993\)](#), [874 \(1993\)](#) et [884 \(1993\)](#), le Conseil de sécurité a condamné l'emploi de la force contre l'Azerbaïdjan ainsi que l'occupation des territoires de l'Azerbaïdjan et réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays. Le Conseil a également redit que les territoires revendiqués et occupés par l'Arménie, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international, faisaient partie intégrante de l'Azerbaïdjan et exigé le retrait immédiat, complet et inconditionnel des forces d'occupation de tous les territoires occupés.



Au cours de la guerre de 44 jours, qui s'est déroulée à l'automne 2020, l'Azerbaïdjan a libéré du joug de l'occupation plus de 300 villes, localités et villages. La déclaration trilatérale, signée dans la nuit du 9 au 10 novembre 2020, prévoyait, notamment, un cessez-le-feu complet et la fin de toutes les hostilités ainsi que le déploiement provisoire du contingent russe de maintien de la paix dans une partie de la région azerbaïdjanaise du Garabagh. La déclaration prévoyait également le retrait des troupes arméniennes restantes du territoire de l'Azerbaïdjan.

Malgré les conséquences dévastatrices de l'agression et les atrocités et souffrances indicibles endurées par notre peuple, dans le sillage de la fin tant attendue de l'occupation et du conflit, ainsi que des travaux de restauration et de reconstruction menés à grande échelle dans les territoires libérés pour garantir le retour en toute sécurité des populations déplacées et un niveau de vie élevé, l'Azerbaïdjan a amorcé la normalisation de ses relations avec l'Arménie sur la base de la reconnaissance et du respect mutuels de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues. Cette initiative a été largement soutenue par la communauté internationale et des mesures concrètes ont été prises pour lancer et faire avancer le processus avec l'aide de partenaires internationaux.

Cependant, la volonté de l'Arménie de participer au processus n'était pas sincère, ce pays ayant fait tout son possible, en paroles et en actes, pour entraver les négociations, revenir sur ses engagements et soutenir et encourager un séparatisme ethnique violent sur le territoire de l'Azerbaïdjan, où les soldats de la paix sont déployés.

C'est ainsi que près de 10 000 soldats des forces armées arméniennes se trouvent toujours sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan, et que l'Arménie refuse de les en retirer, en violation flagrante du droit international et de la déclaration trilatérale susmentionnée. Des dizaines de chars et d'autres véhicules blindés, plus de 200 unités d'artillerie lourde et lance-roquettes, des dizaines de types différents de matériel de détection électromagnétique et près de 200 mortiers sont à la disposition de ces forces, qui sont financées directement par le budget de l'État arménien. Depuis la fin de la guerre, en plus de violer régulièrement le cessez-le-feu et de se livrer à d'autres provocations armées sur le terrain, ces forces ont augmenté et intensifié leur activité militaire sur le territoire de l'Azerbaïdjan, creusant de nouvelles tranchées, posant des mines, construisant des fortifications et rassemblant des effectifs et du matériel, dans une tentative apparente de revenir à la logique séparatiste de la « ligne de confrontation ».

Le fait que l'Arménie diffuse, au sein de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, des documents dépourvus de valeur au nom d'un régime illicite et fantoche, dont les partisans se cachent toujours dans la zone où sont déployés les soldats de la paix, et qu'elle désigne sous des noms erronés ou inventés des localités d'Azerbaïdjan dans ses communications et déclarations officielles, sont autant d'indicateurs clairs de l'adhésion inébranlable de l'Arménie à sa politique de longue date de revendications territoriales, de nettoyage ethnique et d'annihilation culturelle. Les lettres datées des 12 et 27 juillet et du 16 août 2023 du Représentant permanent de l'Arménie ([A/77/967-S/2023/529](#), [A/77/981-S/2023/562](#) et [A/77/1001-S/2023/604](#)) sont les exemples les plus récents de communications de cet ordre.

Le « message de félicitations » ouvertement provocateur adressé par le Premier Ministre arménien, au début du mois, à l'occasion du prétendu anniversaire de l'entité fictive dont la création remonte au commencement de l'agression, au début des années 1990, et le simulacre d'élections présidentielles organisé sur le territoire de

l'Azerbaïdjan où sont déployés les soldats de la paix, témoignent de contradictions profondes et d'un décalage criant entre les paroles et les actes de l'Arménie.

Ces politiques et mesures adoptées par l'Arménie, ainsi que la campagne de diffamation menée par ce pays contre l'Azerbaïdjan, sapent le fragile processus de normalisation et représentent une menace grave pour la paix et la stabilité dans la région.

La paix et la stabilité sont subordonnées au retrait incondtionnel et complet des forces armées arméniennes de la région azerbaïdjanaise du Garabagh, au démantèlement du régime illicite et fantoche et de ses structures sur ce territoire, au strict respect des obligations internationales et à la participation sincère de l'Arménie à un processus de normalisation interétatique immédiat et axé sur les résultats.

Face aux revendications et aux menaces qui pèsent sur sa souveraineté et son intégrité territoriale ainsi que sur les droits et la sécurité de ses citoyens, l'Azerbaïdjan ne se laissera pas faire et continuera d'œuvrer en faveur de la consolidation de la paix après le conflit, de la réintégration et du développement dans la région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 31, 61, 69, 71, 83 et 129 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Yashar Aliyev